

2^e année - N° 80

LE NUMÉRO 25 CENTIMES

27 Mai 1916

J'ai vu...



LE
PREMIER
DRAPEAU DE ZEPPELIN
PRISONNIER



LES " JEUNES GROGNARDS " PARLENT

Les premières lettres que nous publions nous ont été adressées sur votre demande par des officiers, sous-officiers ou soldats dont les entretiens mêmes nous avaient donné l'idée de cette enquête et le sentiment de son utilité.

Aristarque rappelle et tient à rappeler, qu'il ne veut être et ne sera qu'un rapporteur, un interprète, et un agent de liaison intellectuelle et morale entre nos soldats, qui ont le droit de parler, — de parler du passé et de l'avenir sinon du présent, — et le public, qui a le devoir de les écouter.

La guerre, cette question avait donné lieu à une enquête célèbre. Il y a des chances pour que nous soyons obligés de reparler de cela.

« ... Et cela fait, — continue le lieutenant P. R. en un style qui jette loin toute gourme universitaire et sorbonaque, — cela fait que, maintenant, en ce jour, en ce lieu, mes réflexions se forment et s'orientent presque à l'inverse de mes réflexions du temps jadis... Et croyez bien que mon cas n'est pas unique, que cette révolution, cette rénovation s'est produite aussi chez la plupart de mes camarades, qu'ils aient été, avant de devenir des soldats, avocats ou laboureurs, charcutiers ou médecins, érudits ou chiffonniers, notaires ou troubadours... »

« ... Dégagé, il me semble, de tout esprit livresque, mais imprégné du puissant esprit de réalité, je fais un retour vers le passé, en pensant à l'avenir qu'il faut que nous préparions. Et une des premières questions que je me pose est celle-ci :

« Comment se fait-il que notre France qui, en face du péril, s'est montrée si fougueuse et si jeune, soit tout entière, depuis cent ans, entre les mains des vieux messieurs ? »

« Ne sommes-nous pas sûrs dès à présent que, si nous avons été un peu partout en lieu et place de la plupart de ceux pour qui (je ne dis pas : à cause de qui) nous nous battons, la France aurait montré moins de paresse ou moins d'optimisme stériles, moins de nonchalance pernicieuse, moins de routine quasi-radotante ? »

« Est-ce que les vieux messieurs essaieront de répondre par un sophisme que j'ai déjà connu, sous diverses formes : La France étant une vieille nation, nous sommes parfaitement désignés pour présider à ses destinées... Allons donc ! nous venons de démontrer, nous autres, et non plus par des discours, que notre pays, si loin qu'il faille reporter la date de ses lettres de noblesse, reste le plus jeune de la terre ! »

« ... L'idée me paraît insupportable, quand je pense au glorieux avenir que mérite la France, de la prévoir, demain comme hier, gouvernée, opprimée, étreinte par la plus tenace, la plus impitoyable *gérontocratie*. »

« Gérontocratie, ai-je écrit ? Un mot digne de la chose, autoritaire à souhait, bien pédantesque et superlativement rébarbatif ; un mot qui ne serait pas indigne, si j'ose dire, de porter lunettes et perruque !... »

« Certes, j'aime les vieux messieurs au coin du feu. Ce sont des causeurs séduisants

et qui savent pacifiquement divertir les dames. Ils sont pleins d'expérience, et souvent de bon sens. Demandons-leur des conseils. Ne leur demandons plus de créer de la vie et d'agir. Qu'ils restent des conseillers ; qu'ils ne soient plus des chefs. »

« J'ai l'honneur de partager, sur ce point, l'opinion que proclamait Démosthène dans les jours sombres où Philippe de Macédoine s'apprêtait à marcher contre la cité de Pallas... »

« La gérontocratie, c'est la prédominance des « Géronte » à tous les étages de la vie économique, artistique, militaire et politique. »

« En France, nous nous y étions depuis beau temps accoutumés, en vertu d'une singulière superstition morale qui fut peu à peu imposée par les hommes d'âge dans un excès d'égoïsme, et qui fut acceptée puis subie par les jeunes hommes dans un excès de modestie. N'est-il pas généralement admis encore que les « gens en place » ne doivent jamais céder volontairement la place qu'ils ont occupée ? »

« Parvenus aux sommets, ils entendent s'y accrocher jusqu'à la mort, et leur avidité immense, qui semble croître en même temps que diminuent leurs capacités, les pousse sans cesse à cumuler tous les pouvoirs. »

« Au-dessous d'eux, les forces vivaces, ardentes, neuves — les plus belles forces ! — de la nation, souffrent dans l'attente de pouvoir se déployer, puis, à leur tour et avant leur tour, s'anémient et s'épuisent. »

« Les sangs splendides et riches des jeunes générations, dont les globules rouges sont vraiment porteurs de fécondité, s'écoulent ainsi ou s'appauvrissent avant d'avoir fait germer les puissances nouvelles, et les rouages de la vie publique ne sont dès lors propulsés que par la circulation froide et lente des générations usagées. »

« Cela, c'était hier. Mais demain ? Demain, après avoir vécu la formidable épopée, nous reviendrons pour refondre nos méthodes, comme déjà nous avons refondu notre outillage. Demain, le premier article du programme des sauveurs de la Patrie, fait pour bâtir une société saine, virile et logique, comprendra la mise à l'écart des sachems. »

« Nous les aurons ; ou, plutôt, je souhaite que la France les ait ! »

« Bonnes gens de l'arrière que nous aimons bien, mettez-vous tout de suite d'accord avec nous. Nous ne reviendrons pas tous... »

Nous avons prévenu les générations qui ont dépassé la cinquantaine que nos jeunes grognards avaient tendance à ne pas parler d'elles sans quelque amertume : amertume presque toujours indulgente, joviale ou goguenarde, bien française, — mais enfin amertume, incontestablement.

Les auteurs des lettres qui suivent sont de conditions différentes, de grades divers, et sont loin de combattre dans le même secteur. Ils n'en expriment pas moins des opinions voisines sur ce que l'un d'eux appelle « les méfaits de la gérontocratie ».

Il y a donc déjà, sur ce point, une indiscutable communauté d'idées et de sentiments qu'il convient de mettre en lumière.

❖ ❖ ❖

LA PREMIÈRE LETTRE : ELLE POSE LA QUESTION ET PRÉFACE L'ENQUÊTE.

Le lieutenant P. R... est un jeune universitaire, professeur dans un grand lycée de province. Sa familiarité avec les idées générales donne sans peine, aux fragments cités dans sa lettre, la valeur d'une préface, d'une vue d'ensemble.

Salonique, 17 février 1916.

« ... Eh oui, vous ne vous trompez pas ! Si loin de ma chaire professorale, penché vers le sillon nouveau tracé par nos soldats sur l'âpre sol de Macédoine, je pense à l'avenir de la France, de la France si lointaine mais si proche, puisque nous ne vivons ici que pour qu'elle vive... »

« ... Quels élans généreux, ardents, ont remplacé le septicisme d'autrefois, le dilettantisme sans chaleur de ceux qui avaient mal éprouvé ce « sentiment national » sans lequel toute nation, si grande qu'elle soit, va s'amointrissant, se corrompant, se désagrégant !... »

Les coupables ? Le lieutenant P. R... incrimine, du moins en ce qui concerne les gens de sa profession et les intellectuels, certains pontifes de la Vieille Sorbonne « confits en dévotion pour la kulture germanique ». Avant

ET "GÉRONTE" ÉCOPPE (1)

Nous ne prendrons parti, dans cette enquête — si c'est là prendre parti, — qu'à la fin de cette consultation, en résumant les conclusions qui se seront imposées.

Nous n'avons aucune idée préconçue. Nous ne voulons nullement provoquer diverses campagnes en commençant par celle qui risquerait d'intéresser ou d'amuser le plus. Si nous débutons par la publication de tels ou tels documents ou de telle ou telle catégorie de documents, c'est que ceux-ci nous ont été communiqués en premier lieu.

Pensez à ceux qui dormiront dans leur capote trouée, et soyez, s'il y a lieu, mes exécuteurs testamentaires....

LIEUTENANT P. R.

La lettre du lieutenant P. R. ne s'arrête pas là. Elle aborde ensuite d'autres points certainement intéressants; c'est dire que les initiales P. R... reparaitront au cours de la publication de cette enquête.

Mais, comme dit Kipling, « ceci est une autre histoire »...

◆ ◆ ◆

SECONDE LETTRE. — MÊME SON DE CLOCHE. — UNE FORMULE A LA "TAINE"

Voici, d'autre part, quelques extraits d'une lettre qu'a bien voulu nous adresser le capitaine de dragons Louis de C..., vingt-huit ans, officier de carrière, ancien saint-cyrien, vieille noblesse languedocienne.

D'Alsace, 2 mars.

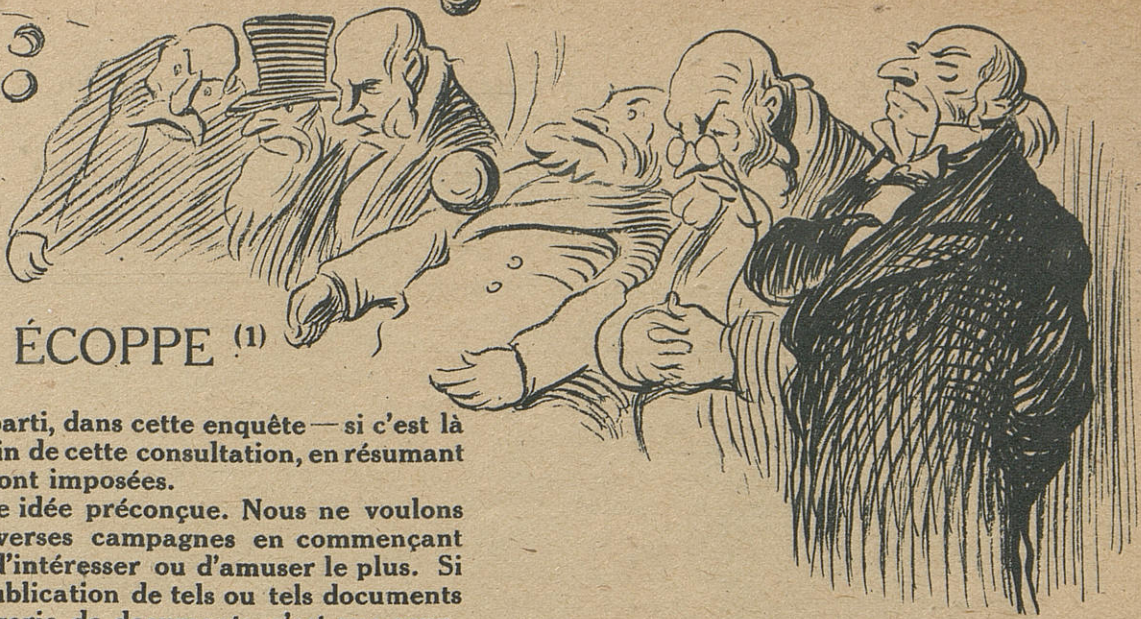
« ... Et maintenant, mon vieil Aristarque (puisque Aristarque il y a !), je me fais un plaisir de te répéter par écrit, de mon mieux, ce qui n'est pas beaucoup dire, certaines des réflexions qui furent miennes durant le petit repas d'amis au bord du feu, sinon au coin du feu, que nous avons partagé un soir de l'hiver dernier... Ah ! ce poulet à la gelée, mon vieux !... Mais, pardon ! Ceci est une lettre presque officielle, un mémoire pour l'édification des foules. Ne nous attendrissons pas, même gastronomiquement.

« Je suis toujours absolument de l'avis du joyeux Arthur (2) sur la question des vieux. Officier, élevé pour l'être et aimant mon métier au point de n'avoir jamais conçu la possibilité d'en embrasser un autre, je ne peux m'empêcher d'éprouver quelques petits chatouillements d'envie en pensant à l'âge qu'avaient les généraux qui sauvèrent la France, — et comment ! — en des circonstances aussi émouvantes et tragiques que celles où nous vivons. Ah ! je suis bien sûr, maintenant, qu'un secret pressentiment m'aurait détourné d'aller m'embusquer à Coblenz si j'avais eu vingt-huit ans à l'époque... Hoche, Marceau, quels veinards !...

Suivent quelques lignes que nous supprimons pour éviter bien courtoisement cette peine à d'autres.

(1) Voir le commencement de cet article dans le précédent numéro.

(2) Personnage dont il sera question ultérieurement.



... « Sans être égoïste ou rageur à l'extrême, je ne peux m'empêcher d'avoir des accès de ronchonarderie en pensant que la France était « trop vieille » durant l'avant guerre.

« A présent, l'univers s'enthousiasme à propos de ce qu'il appelle naïvement la transformation de la France, « miracle français ». Y a-t-il eu réellement transformation ? Pas plus de transformation que de miracle.

Et, ici, le capitaine de dragons Louis de C..., qui ne se pique guère, pourtant, de littérature dans l'ordinaire de la vie, emploie une formule de grand style, à la Taine... ou à la Taine; elle a un mérite plus grand encore, et qui est d'avoir, sans aucun doute, jailli spontanément au bout de sa plume :

« Il n'y a pas eu transformation, il y a eu substitution au premier plan, dans la fonction devenue essentielle, d'une génération à une autre plus ancienne : pour mieux juger la France, il a suffi aux étrangers de regarder les jeunes Français agir, alors qu'on avait pris l'habitude d'entendre leurs aînés parler... »

Est-ce assez net ? Pour le capitaine Louis de C..., les jeunes hommes et les hommes encore jeunes de notre pays n'auront pas seulement sauvé la France, mais ils l'ont déjà relevée moralement, lui ont fait obtenir la place incomparable qu'elle a dans l'esprit de ses alliés, des neutres... et même de ses ennemis. La considération méritée dont elle jouit est due à l'attitude des « jeunes grognards », et non pas aux discours, missions ou autres manifestations des sentiments ou de l'activité de ceux que Louis de C... appelle un peu plus loin : les honorables, sympathiques et même un peu rigolos officiels de l'arrière...

Et, maintenant, comme Louis de C... est un incorrigible farceur qui ne perd jamais une occasion de « se payer la tête » du bourgeois en lui faisant croire qu'il est féru de ses quartiers de noblesse, savourez l'ironique éloge qu'il lance à la fin de sa lettre aux « anciens » de sa caste :

« Une chose à laquelle j'ai réfléchi depuis le mémorable banquet, c'est que nous autres, les « sang-bleu », nous nous serons assez bien tenus, avant et pendant cette effroyable et sublime aventure. Avant, les jeunes faisaient du sport, avaient grand soin de se maintenir en forme — comme disent nos amis anglais, — certains même, parlaient revanche ; d'autres se lançaient dans la diplomatie, ou cultivaient le tango ; ceci n'empêchait pas cela, du reste, à

l'époque... Pendant, eh bien, je crois que les plus rouges, même si l'union sacrée n'existait pas, ne pourraient que proclamer l'héroïsme des nôtres sur le champ de bataille. Ceux d'entre eux qui étaient les plus futiles, les plus désœuvrés, les plus inexistantes dans la vie civile, n'ont pas été les derniers à montrer qu'en tout cas ils savaient, devenus militaires, bien mourir.

Quant à nos vieux à nous, il faut décidément les exempter, à part quelques rares phénomènes, des reproches que les vieux des autres milieux méritent. Relis les romans qui passèrent pour être bien parisiens il y a une quinzaine d'années, — il y a des siècles... Sur dix vieux marcheurs, neuf s'appelaient M. de ceci ou de cela et étaient titrés... Qu'en conclure, sinon que c'est après avoir passé la cinquantaine que les nôtres commençaient à faire les petits fous, — occupation assez absorbante à cet âge pour les dispenser de toute autre ambition... Excellent moyen, moyen pour eux péremptoire, de se tenir à l'écart des charges trop importantes que leurs contemporains des autres milieux ambitionnent, justement quand ils feraient réellement mieux de dormir... ou de danser, de se reposer ou de s'amuser, quoi !...

CAPITAINE LOUIS DE C...

Non, non, mon capitaine, tu vas trop loin, ou tu généralises trop. N'oblige pas Aristarque, républicain convaincu, à faire par devers toi l'éloge de certains vieux de la vieille... noblesse française !

ARISTARQUE

PETITE CORRESPONDANCE.

P. P le cuisot. — M. Eugène D... vous a parfaitement renseigné : toute réflexion, toute opinion concernant les possibilités d'accroître la grandeur et la gloire de la France au lendemain de la victoire nous intéresse. Mais les faits que nous signale votre lettre nous paraissent, pour le moment du moins, un peu trop particuliers, un peu trop personnels.

Un vieux. — Les fautes que les générations qui ont plus de cinquante ans ont commises?... Un peu de patience. Ce n'était pas à Aristarque de les préciser, mais aux « jeunes grognards ».

C. B. 327. — Très intéressant. Les conseils donnés à un jeune par son ancien dans la conduite d'une quelconque affaire qu'il compte lui transmettre peuvent évidemment avoir des conséquences néfastes quand le jeune est trop faible, ou trop traditionnellement respectueux, pour ne pas marcher avec un temps dont l'ancien, même s'il n'est pas « entêté », comme vous dites, ne comprend plus les exigences. A propos de l'exemple provincial que vous me citez, vous serait-il possible de me donner quelques détails supplémentaires, quelques chiffres précis ?

Tois du 87. — Cas trop personnel. Une vieille grand-mère a empêché son petit-fils d'aller « coloniser »?... Et le petit-fils s'est vu forcé, en conséquence, de devenir bureaucrate?... Que le petit-fils ne s'en fasse pas ! C'est certainement un vrai « jeune grognard », mais ce n'était pas un colonisateur-né.

EN MARGE DE LA GUERRE

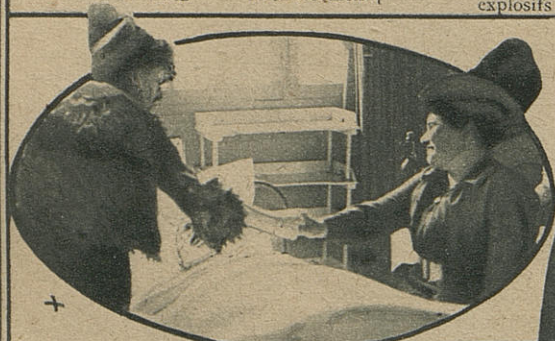


Le Pt Monier décide que les Allemands n'ont pas le droit d' "ester" en justice. Sa décision a eu un grand retentissement.

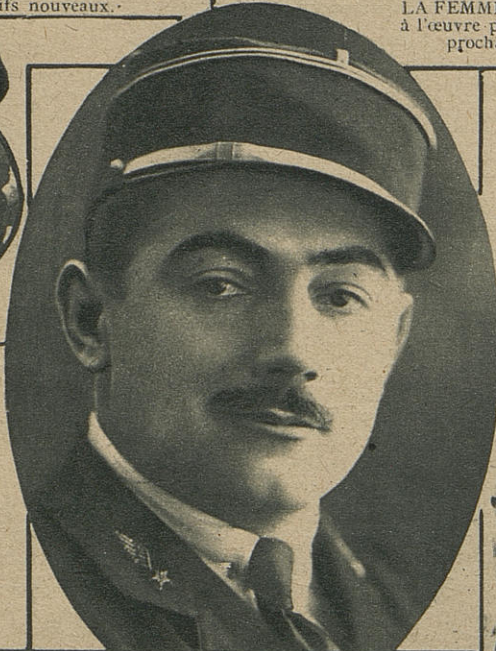
Le chimiste Ernest Fourneau reçoit la Légion d'honneur pour blessure reçue en étudiant, au péril de sa vie, des explosifs nouveaux.



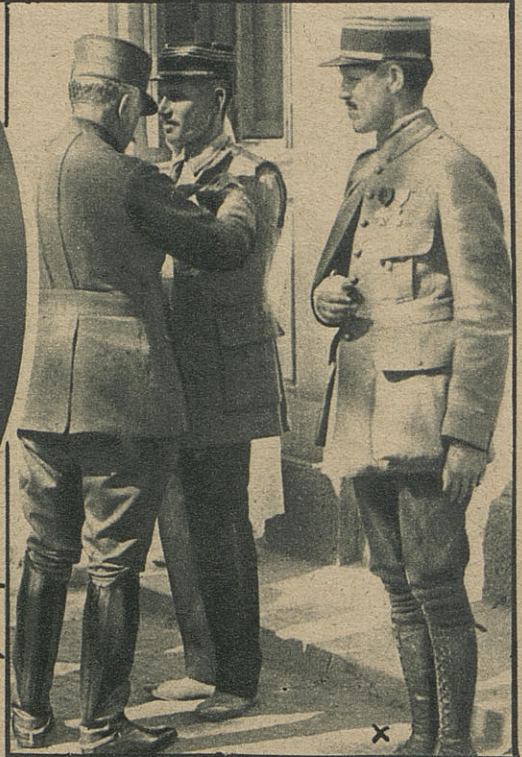
LA FEMME AUX CHAMPS. — Courageusement elles se sont mises à l'œuvre pour remplacer les hommes mobilisés, et si la moisson prochaine est belle, c'est aux femmes qu'on le devra.



Mme Raymond Poincaré, au chevet d'un malade, félicite une des infirmières qui l'a sauvé.



Boillot, l'héroïque pilote qui venait pour son courage de recevoir la Légion d'honneur, meurt dans un duel, qu'il aurait pu éviter, avec cinq appareils ennemis.



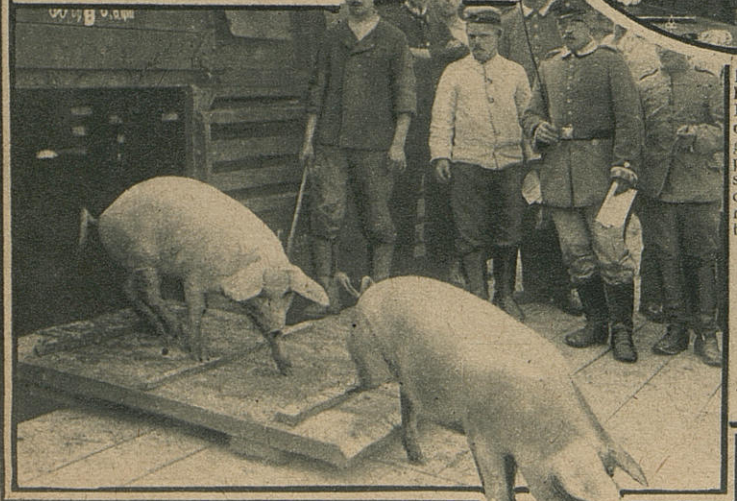
Le général Sarraill décore à Salonique les aviateurs Serre et Jacques Richepin, cité deux fois à l'ordre de l'armée pour leur sang-froid et leur courage.



Le traître Roger Casement (x) se rendant à la Cour qui juge en ce procès.



Les délégués de l'Institut de France à Madrid où leur propagande eut les plus heureux résultats... Sur le cliché, MM. Périer, Widor, Imbart de la Tour.



Les Allemands voient passer d'un œil attendri leurs derniers cochons.



UNE SEMAINE DE GUERRE : du 13 au 19 mai

SAMEDI 13. — Victoire russe du Caucase, dans la direction d'Erzindjan.

DIMANCHE 14. — Le dirigeable français T tombe à la mer, près des côtes sardes. — M. Poincaré prononce un discours à Nancy pour proclamer quelle paix veut la France.

LUNDI 15. — Violent bombardement dans la région du Mesnil-Maisons de Champagne.

MARDI 16. — Des avions autrichiens survolent Venise; une escadrille anglaise bombarde Porto Lagos. — Les Autrichiens déclanchent une violente offensive dans le Trentin oriental.

MERCREDI 17. — Vingt-sixième anniversaire de l'Alliance franco-russe.

JEUDI 18. — Rentrée du Parlement français. M. Ribot propose 900 millions de recettes nouvelles.

VENDREDI 19. — Les Anglais bombardent El Arish à la frontière syrienne. — La lutte continue toute la semaine sur le front de Verdun avec des destins divers pour la possession du Mort-Homme.

Le peintre Paul Franz-Namur a donné toute une série de croquis de guerre, très observés, extrêmement vivants, et de la plus belle note d'art.

CARNET D'UN PRISONNIER⁽¹⁾

Le froid était épouvantable. Serrés les uns contre les autres, les hommes grelottaient dans l'humidité et la boue qu'ils ramenaient dans les tentes avec leurs souliers. Pas de lumière, dès que le jour baissait; défense de fumer et de causer. Les sentinelles pullulaient, une tous les trois mètres environ. A l'heure de la soupe, on défilait un à un devant le guichet de la cuisine (affreuse baraque en bois), son plat à la main, si on peut appeler plat un petit bassin de cuisine en fer émaillé plutôt fait pour se laver les mains que pour recevoir la nourriture.

Les punitions pouvaient pour la moindre infraction au règlement : privation de soupe et poteau quel que fût l'état de la température. J'ai vu, par 12° au-dessous de zéro, des gardiens mettre au poteau pendant deux heures de malheureux Russes après avoir enlevé leurs manteaux et leurs gants.

Le camp était situé dans une vallée, sur des terrains livrés habituellement à la culture; au fond, au sud, se trouve la ville; de l'est à l'ouest, une ceinture de collines d'aspect assez réjouissant en été, et où, entre deux échancrements, on voit se dresser la flèche du château de Wilhemshohe qui servit d'asile, en 1870, à Napoléon III prisonnier. Le sol était une sorte de marne, l'humidité y était constante, et malsaine, sans être atténuée même en été par l'action du soleil qui, en cette saison, reste souvent caché, d'où température très basse. Par les temps de pluie, on enfonçait jusqu'au mollet dans une boue grasse et gluante.

(1) La première partie de cette authentique relation a paru dans notre dernier numéro. L'auteur, un grand blessé rentré récemment d'Allemagne, — et qui n'a rien consigné dans ces notes qui ne soit scrupuleusement exact — y raconte l'histoire de sa blessure et comment il fut pris, puis divers épisodes de son voyage sur la route de l'exil; son séjour à l'hôpital allemand, enfin son arrivée au camp de Cassel, où nous le trouvons au commencement de ce récit.

Ces tentes furent remplacées, quelque temps après mon arrivée au camp, par dix-neuf baraques toutes pareilles, abritant chacune mille hommes.

Chaque baraque de compagnie, longue de 60 mètres et large de 19, comprend dans la longueur quatre chambres communiquant

nagé un espace d'une largeur de 3 m. 20 sur les 15 mètres de longueur de la chambre pour les bancs et les tables. Donc cubage d'air insuffisant, comme on peut s'en rendre compte par les chiffres donnés.

De plus, sans égard au grade, adjudants, sergents-majors, sergents, caporaux et soldats couchent sur la travée côte à côte. Seuls les chefs de chambre ont obtenu par la suite de coucher dans une petite chambre de 2 mètres sur 1 m. 80.

Les baraques sont en planches avec enduit en plâtre; le toit est aussi en planches et recouvert de papier goudronné collé à chaud, d'où froid excessif la nuit, même en été, chaleur insupportable le jour, et infiltration d'eau de pluie tombant sur les hommes couchés dans les travées supérieures.

Comme couchette, une paille en toile de 1 m. 80 sur 0 m. 60, remplie de fibre de bois; repliée en deux pendant le jour, elle sert de siège. La boue attachée aux chaussures par le temps de pluie se change en poussière, et quand on déplie les couchettes, la poussière se répand en nuage de saleté et de microbes.

Comme éclairage, une lampe au milieu de la travée centrale et une lampe devant chaque fenêtre extérieurement.

Au bout de chaque baraque se trouve le lavoir; à l'entrée, le bureau du feldwebel et le magasin.

Jusqu'au mois de juin, il n'y avait pour tout le camp que deux cabinets de cinquante places; ils étaient situés dans le haut du camp et, quel que fût le temps, il y avait chaque jour corvée de vidange. Quel spectacle écœurant que la vue des voitures échelonnées sur la route et traînées par les prisonniers!

Parfois l'on ne parvenait pas à vider assez vite les fosses, et la matière débordait.

Il y eut des jours, en mai particulièrement, pendant les fortes chaleurs, où un ruisseau infect charriant des miasmes pestilentiels



LA RECHERCHE DU DISPARU. — Qui ne comprend l'angoisse de tous ceux qui sont sans nouvelles d'un être cher, mari, frère, fiancé, parti dès le commencement d'août 1914 et disparu sans laisser de traces? On a fait mille démarches en vain, et, le cœur lourd d'angoisse, on cherche encore, partout, toujours... L'on va jusque dans cette boutique, installée dans un quartier de la rive gauche parce que l'on a appris qu'il y avait là des photographies de camps d'Allemagne. Va-t-on retrouver l'image du disparu? Minute poignante entre toutes...

les unes avec les autres; chaque chambre a une longueur de 15 mètres sur 19, une hauteur de 3 m. 75 sur les bords et de 4 m. 15 au milieu. De chaque côté de la chambre, deux portes et quatre fenêtres, un poêle; les hommes couchent dans des travées superposées, six en bas et six au-dessus, séparées par un passage de 1 m. 40. Les travées du dessous ont 1 m. 60 de hauteur, d'où impossibilité de se tenir debout. Celles de dessus partent de 1 m. 60 jusqu'au toit; elles sont larges de 1 m. 80 et longues de 12 m. 60.

COMMENT ON ÉTAIT COUCHÉ

Sur chaque travée il y a vingt et un hommes. Chaque homme a pour se coucher 1 m. 80 sur 0 m. 60. Entre les bords de la travée et les côtés des baraques, est amé-

coulait jusqu'à l'entrée du camp, répandant dans la partie la plus fréquentée des odeurs écoeurantes.

COMMENT LE GÉNÉRAL COMMANDANT LE CAMP, M. VON KRUSKA, TRAITAIT LES PRISONNIERS

Le général commandant le camp, M. von Kruska, avait des idées humanitaires. Pour prévenir les révoltes, il avait fait élever à chaque coin du camp un poste-vigie de 20 mètres de haut, d'où l'on pouvait mitrailler tout le camp ; en outre, trois canons étaient constamment braqués sur les prisonniers. Enfin, il avait fait creuser dans la plus belle partie du camp un bassin de 2 mètres de profondeur sur 25 mètres de diamètre pour y jeter les débris de toutes sortes. Vingt fois par jour on devait longer ce foyer de microbes où sans dégoût des Russes recherchaient ce qui pouvait servir à leurs diverses industries.

Les poux grouillaient ; les Allemands eux-mêmes en étaient incommodés. Ils avaient été apportés par les Russes qui, ne recevant rien de leur pays, n'avaient ni linge, ni vêtements de rechange. On ne leur donnait que très parcimonieusement les chemises ; quant aux vêtements, jamais. On disait en France que le gouvernement allemand habitait les prisonniers. C'est inexact : on ne donnait en tout et pour tout que des pantalons et encore fallait-il, pour en avoir un nouveau, que celui qu'on portait tombât en loques. Quant au reste du vestiaire, il fallait être bien vu par les sous-officiers allemands pour obtenir quelque chose. Si l'on changeait de camp ou si l'on revenait en France, on vous habitait des pieds à la tête, et on vous donnait deux chemises, deux caleçons, des bottines, une capote.

Les Russes, comme je l'ai déjà dit, dénués de tout, étaient couverts de vermine ; leurs paillasses et leurs couvertures en étaient p'elines ; quelques Français en avaient bien aussi, mais luttaiement pour s'en débarrasser. Voyant que nous évitions tout contact avec les Russes, le général commandant ordonna de faire coucher les prisonniers français avec les prisonniers russes. Puis il trouva mieux encore afin, disait-il, de faire faire plus intime connaissance entre alliés : il donna l'ordre de mettre Russes et Français en commun.

Le résultat de cette cohabitation avec les Russes fut que les poux devinrent un véritable fléau : tout en était rempli ; ni désinfectant, ni lavage, ni chasse obstinée, ni les pulvérisations ne purent les détruire. Le printemps vint et avec lui se déclara chez les Russes une sorte de fièvre. Le général força alors les Français et les autres prisonniers, Belges ou Anglais, à coucher côte à côte avec les Russes. Ce fut l'origine de l'épidémie de typhus qui causa de grands ravages.

UNE ÉPIDÉMIE DE TYPHUS DÉCIME LE CAMP

On ne fit d'abord rien pour en arrêter la marche et, au bout de quelques jours, l'hôpital de 1 500 lits fut trop petit pour contenir tous les prisonniers atteints du typhus. Les hommes tombaient littéralement comme des mouches et en quatre jours étaient emportés.

Il n'y avait alors, pour soigner les épidémiques, que des médecins allemands, et ceux-ci, je puis l'affirmer, s'approchaient à peine du malade, le regardaient du pied du lit, prescrivait un médicament, sans examen.

Seuls, ceux qui avaient l'énergie et la force morale suffisantes pour ne pas se laisser abattre, résistaient ; les autres étaient emportés. Le nombre des morts allait chaque jour croissant, et comme aucune mesure

préventive n'était prise, l'épidémie envahit la ville elle-même. Le gouvernement intervint alors. Il était temps. Ce qui se passait au camp était en effet un véritable scandale : malgré l'adjonction de cinq tentes aménagées en hôpitaux, on devait laisser, faute de place, des malades dans les compagnies et ceux qu'on envoyait dans les hôpitaux étaient mal soignés. On les mettait dans les lits que venaient de quitter d'autres malades sans changer ni les draps ni les oreillers, maculés d'excréments et de déjections. On les faisait passer d'abord à la désinfection, opération qui avait pour résultat le plus clair d'activer la fièvre et d'augmenter les cas de mortalité. Imaginez-vous ce que devait produire sur un malade atteint depuis deux ou trois jours de la fièvre, l'opération de la désinfection : le médecin ayant constaté une fièvre de 39 à



LA MITRAILLEUSE EN PERMANENCE

Pour prévenir la révolte dans le camp des prisonniers français de Cassel, le général commandant le camp, M. de Kruska avait fait installer à chaque coin un poste vigie de 20 mètres de haut d'où l'on pouvait, au moindre signe, mitrailler les prisonniers.

40°, signe son admission à l'hôpital ; ses camarades le couchent sur une table avec sa paillasse et ses couvertures et à quatre, sur leurs épaules, le transportent au lazaret ; il fait froid, il pleut, la charge est lourde, le chemin mauvais : plusieurs fois pour se reposer on dépose le malade à terre. On arrive enfin. Pour entrer, difficultés de toutes sortes et neuf fois sur dix, pour que l'admission fût accordée, on devait faire intervenir le médecin allemand qui donnait une place vacante dans une tente supplémentaire située à l'autre bout du camp. Nouveau voyage, nouveaux arrêts pénibles. Le malade est admis, voici la désinfection : malgré la fièvre qui le dévore, on soumet le malade à la douche, il doit quitter ses vêtements qu'il ne reverra plus, même s'il est guéri. Cette douche dans une salle froide, par une température basse comme il y en eut quelquefois en avril et même en mai, achevait le malade, qui mourait deux ou trois heures après son arrivée à l'hôpital. J'en ai vu (et tous ces faits horribles sont rigoureusement exacts) qui, incapables de se tenir

debout, délirant déjà, étaient jetés sous la douche avec brutalité. C'était presque à coup sûr la mort. Quelles horribles heures j'ai vécues là ! J'ai vu des moribonds qui, ayant souillé leurs draps, demeuraient sans être changés pendant des journées entières. J'ai vu les médecins passer devant leur lit sans les examiner, sans les consulter. Le traitement pour tous était le même : aspirine, codéine, urotropine qu'on donnait deux fois par jour si toutefois les infirmiers (toujours des juifs polonais) ne l'oubliaient pas.

Quand un malade entra en délire, il était fortement ligoté sur son lit et parfois il n'était délié qu'après sa mort. Dès qu'un malheureux mourait, on l'enroulait dans un drap et on le transportait à la morgue. A un moment donné, le nombre des morts était tel qu'on ne les enveloppa plus dans un drap ; on les mit à même dans un cercueil cloué, et on les enterra immédiatement. Puis, les cercueils manquèrent aussi (il y avait de 40 à 50 morts par jour). Alors on entassa les cadavres dans la morgue, pêle-mêle les uns au-dessus des autres, sans respect des pudeurs. Quel spectacle affreux que cet amas de cadavres rendu tout noir par la décomposition immédiate des chairs ! Des rigoles de liquide noirâtre en découlaient jusqu'au milieu du chemin.

L'épidémie atteignit son maximum d'intensité le lundi de Pâques avec 64 morts. Ce jour-là, dans la troisième tente-hôpital, il y avait deux jours qu'aucun médecin n'avait paru, et les infirmiers eux-mêmes avaient abandonné leur service ; fenêtres closes, vases pleins, tinettes débordantes, bon nombre de malades avaient souillé leurs draps ; quelques-uns râlaient ; neuf étaient morts, les uns sur leur lit, d'autres à terre qui s'étaient levés et n'avaient plus eu la force de se recoucher. Les survivants n'avaient eu ni à boire, ni à manger, ni reçu aucun médicament.

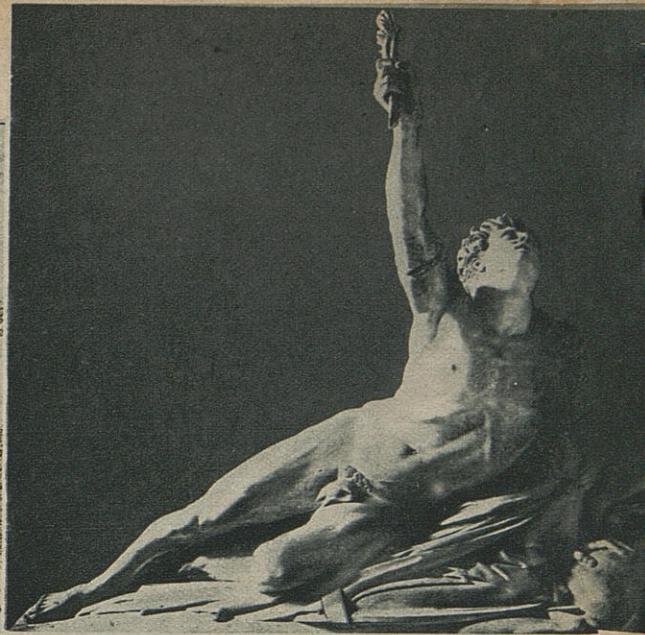
HEURES ATROCES, HEURES D'ÉPOUVANTE OU, N'EN POUVANT PLUS, JE CRUS QUE J'ALLAIS, MOI AUSSI, DÉFAILLIR

Pour faire place aux nouveaux atteints, à peine la fièvre était-elle un peu tombée qu'on renvoyait le malade dans sa compagnie. Aussi les rechutes furent-elles nombreuses, dont beaucoup moururent. D'autres, imparfaitement guéris, eurent des abcès entraînant parfois l'amputation d'un membre ou tout au moins l'ankylose ou la déformation d'une jambe ou d'un bras. Ces malheureux seront-ils considérés comme blessés de guerre et leur infirmité leur donnera-t-elle droit à une pension ?

La convalescence était très longue ; le malade, pendant trois semaines environ, ne pouvait se tenir debout sans chanceler. Faiblesse, éblouissements, perte totale de la mémoire, surdité, voix rauque et voilée tels étaient cinq fois sur dix les troubles que laissait le typhus.

Chez quelques-uns, ces troubles persistaient six à sept semaines. Il arrivait souvent qu'au milieu de la nuit un homme, en pleine possession de sa raison en se couchant, fût atteint de folie au milieu de la nuit. Il se levait, courait dans les travées en criant et en gesticulant et, constatation bizarre, évoquant toujours des scènes de guerre, charge à la baïonnette, lutte avec des ennemis invisibles, cris de rage ou d'effroi, de victoire ou de peur. C'était d'un effet terrifiant et lugubre à la fois. Souvent il ne fallait pas moins de six hommes pour les saisir, les attacher sur une table et les conduire à l'hôpital. Presque toujours on apprenait leur mort quatre à cinq jours après.

(A suivre.)



L'AGENT DE LIAISON. — COMME LE SOLDAT DE MARATHON

A lire les exploits des soldats de cette gigantesque bataille de Verdun, on croirait revivre les époques les plus héroïques. Et cet homme blessé à mort, retenant son dernier souffle pour transmettre à son général l'ordre dont il était porteur, évoque la mort sublime du soldat de Marathon : « J'avais bien

de la peine à ne pas laisser voir mon émotion devant une pareille vaillance ! » disait, en rappelant cette mort héroïque de son agent de liaison, le général P... qui, durant quinze jours, avait établi son poste de commandement dans les souterrains du fort de ..., que les gros obus allemands battaient sans trêve.

J'ai vu.

"Loustic"

"Hérolt"



L'aviateur Thiroin et son chien "Flock".

Mlle Suzanne Boulon et ses chiens de guerre.

Les chiens de la Société nationale du Chien sanitaire. (Cl. Wyndham.)

DES HÉROS A QUATRE PATTES : LES CHIENS DE GUERRE AU PALAIS DU TROCADÉRO

Dans le vaste hémicycle du Trocadéro, la Société protectrice des animaux a remis, le dimanche 14 mai, des récompenses officielles à des chiens de guerre qui, tout comme des soldats,

se sont signalés par des actions d'éclat. C'est l'épagneul *Fend-l'Air* qui, à Roclin-court, sauve la vie à son maître, le sergent Jacquemin; c'est *Loustic*, réformé pour surdité après avoir rendu

d'inappréciables services sur le front; c'est *Pyrame* qui, par ses aboiements, sauva un de nos bataillons et reçut, pour ce fait d'armes, un insigne d'honneur du Président de la République. Six

mille personnes applaudirent ces vaillants toutous, ainsi que le chien *Flock* que l'aviateur Marcel Thiroin sauva des Bulgares en l'enlevant dans son avion avec son maître, le petit Serbe Sinicks.

LA MORT MYSTÉRIEUSE D'UN DIPLOMATE RUSSE⁽¹⁾

Récit authentique d'une dame de la Cour de Serbie, adapté par F. DUMAINE

Les deux diplomates entamèrent, le plus amicalement du monde, la question du pavillon mal mis en berne.

— Mais buvez donc, mon cher ministre !

Cette phrase revint plusieurs fois sur les lèvres de M. Giesl au cours de la conversation.

La tasse de M. de Hartwig était à moitié vide déjà, que M. Giesl n'avait pas encore touché à la sienne — ce que le premier ne remarqua pas, dans son attention à suivre les explications qu'il échangeait à propos de l'incident.

Tout à coup M. de Hartwig porta la main à son front ; puis, sans pouvoir articuler un son, les yeux dilatés, la gorge serrée, faisant des gestes désespérés pour se débattre contre l'étouffement qui l'envahissait, il s'affaissa sur le bras gauche de son fauteuil, la tête pendante : le malheureux était foudroyé !

M. Giesl de Gieslingen se précipita pour le soutenir ; il cala le corps du mieux qu'il put, afin d'en empêcher la chute sur le tapis. Ceci fait, il appela ses gens.

Lorsque son valet de chambre entra, l'Excellence, qui manifestait la plus vive émotion, faisait mine des'évertuer à ranimer ce qu'il savait n'être plus qu'un cadavre.

— Vite, un docteur ! Du secours !
Le personnel de la légation fut bientôt presque au complet dans la pièce tragique où deux médecins arrivèrent à leur tour.

(1) La première partie de cette relation authentique a paru dans nos deux derniers numéros. En voici le résumé : Au cours d'un bal, au palais royal de Belgrade, une jeune fille serbe de la haute société, Divna K., qui aime farouchement son pays, se refuse à entrer dans les projets de l'ambassadeur d'Autriche en Serbie, le baron Giesl de Gieslingen. Le baron a voulu se servir de Divna pour éloigner de Belgrade, où il sert avec bonheur la cause du slavisme, M. de Hartwig, ministre du Tsar auprès du roi Pierre de Serbie. M. Giesl de Gieslingen, furieux et vexé, a quitté le bal en proférant des menaces à peine déguisées contre M. de Hartwig. « Qu'il prenne garde, a-t-il dit à Divna K., s'il lui arrive quelque chose, vous avez, Mademoiselle, une part de responsabilité... » Survient le drame de Sarajevo... M. de Hartwig, qui, le premier de tout le corps diplomatique, était allé porter à l'ambassade d'Autriche-Hongrie les condoléances de son gouvernement, est accusé, on ne sait pourquoi, de n'avoir pas mis « suffisamment en berne » le drapeau de sa légation. C'était montrer qu'il ne partageait pas les sentiments de réprobation unanime que devait inspirer un crime où l'héritier d'Autriche trouva la mort. Il vient s'en expliquer à l'ambassade où M. de Giesl l'a mystérieusement appelé, un soir vers les dix heures. Au moment où commence la dernière partie de la relation documentaire, que nous publions aujourd'hui, les deux hommes sont en présence.



M. Giesl de Gieslingen se précipita pour soutenir le corps de M. de Hartwig ; ceci fait, il appela ses gens qui arrivèrent épouvantés dans la pièce tragique.

— C'est mon ami, M. de Hartwig, qui vient d'être frappé de congestion... ou d'apoplexie... je ne sais trop... voyez, messieurs, fit le ministre.

Les hommes de science jugèrent d'un coup d'œil la mort certaine.

Ils ordonnèrent cependant d'étendre le corps sur un canapé, le firent déshabiller et se mirent à l'examiner.

— Tout est fini, dit l'un d'eux, mais ce n'est pas à une congestion que [M. de Hartwig] a succombé ; c'est la maladie de cœur dont il était atteint qui l'a emporté... N'a-t-il pas eu quelque forte émotion ?

— Aucune, que je sache, répondit M. de Gieslingen ; nous causions tranquillement quand brusquement il s'est écroulé sur son siège.

M^{lle} de Hartwig, prévenue d'urgence, était accourue. Elle fit reconduire le corps à l'hôtel de la légation, les médecins lui ayant assuré qu'il ne s'agissait que d'un évanouissement passager.

Divna K..., qui était venue à la légation de Russie ce soir-là, se montra encore plus bouleversée, peut-être, que ne le fut son amie. C'est que, pour elle, s'ajoutait à la douleur d'une fin si prématurée, le souvenir des paroles menaçantes prononcées par le ministre d'Autriche, la nuit du bal au Palais du Roi...

V

LES FUNÉRAILLES

Dès qu'on apprit à Belgrade l'événement qui allait mettre en deuil la Serbie, et surtout les circonstances dans lesquelles il s'était produit, il n'y eut qu'un cri : M. de Hartwig a été empoisonné !

Les autorités eurent des difficultés inouïes à combattre cette opinion qu'elles avaient intérêt à ne pas laisser accréditer.

Une version toute différente des circonstances de la mort fut proclamée et affichée ; les correspondants des grands journaux étrangers la télégraphièrent dans les capitales de l'Europe. Les uns, il est vrai, invoquaient la maladie de cœur dont on savait M. de Hartwig atteint, tandis que d'autres déclaraient qu'il s'agissait d'une apoplexie.

Le peuple, tenace, n'en conserva pas moins sa conviction.

On décida qu'un monument serait élevé au grand ami disparu et que la rue où se trouvait

la légation d'Autriche-Hongrie porterait désormais le nom de Hartwig.

La fête du roi Pierre, qui tombait le 29, fut décommandée.

Il fut arrêté que les obsèques auraient lieu aux frais de l'État, et que le corps serait inhumé au cimetière de Belgrade.

Les funérailles eurent lieu en grande pompe. Tous les édifices étaient drapés de noir, les drapeaux voilés de crêpe.

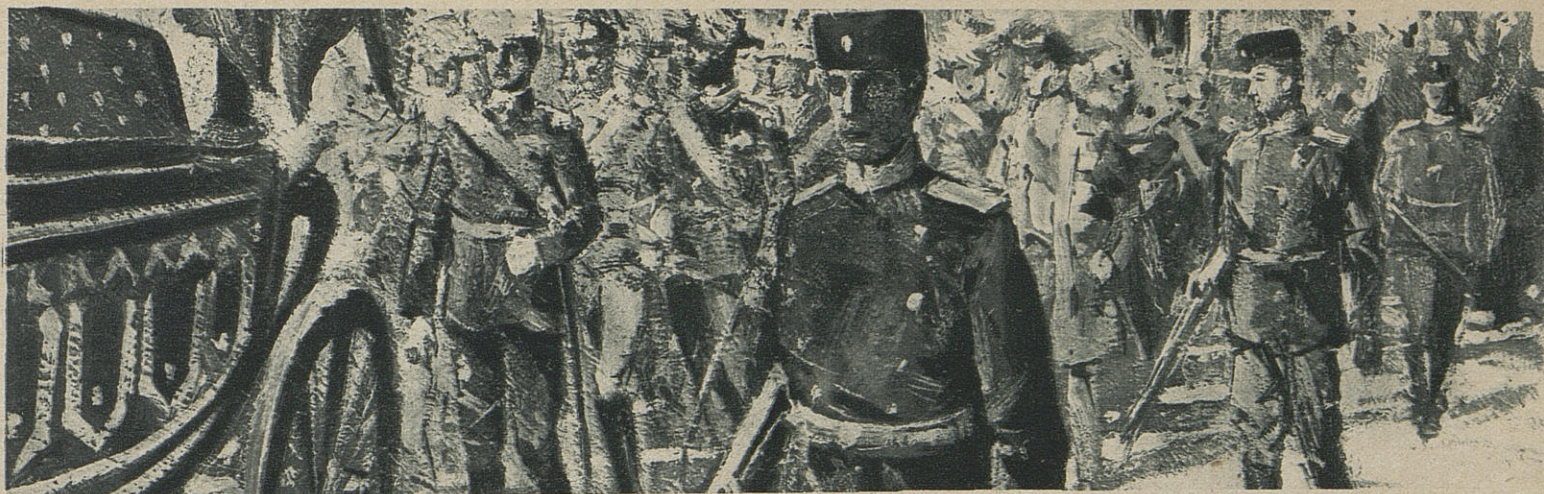
Le cercueil fut porté par le personnel de la légation et du ministère des Affaires étrangères sur le char funèbre drapé de blanc qu'entouraient les cadets de l'École militaire et que précédaient deux chars chargés de couronnes.

En tête du convoi marchaient des musiques militaires, des porteurs de couronnes et des décorations [du défunt], des sociétés chorales, le métropolitain et tout le clergé de la ville. Derrière le char se tenaient la famille, le personnel de la légation, le prince héritier Alexandre, représentant le roi Pierre, absent, ainsi que les princes Georges et Paul, les membres du Gouvernement, le corps diplomatique, le corps des officiers, ainsi que tous les corps constitués de la ville.

Une foule innombrable suivait le cortège.

Le service religieux fut célébré à la cathédrale par le métropolitain, assisté des évêques de Chabatz et de Nich.

A l'issue de la cérémonie, M. Pachitch, président du conseil, rappela, dans un discours ému, la haute valeur et les éminentes qualités du diplomate disparu, ses exceptionnels mérites et les services inestimables rendus par lui à la Serbie. Les paroles de M. Pachitch firent une profonde impression sur l'assistance.



Derrière le char funèbre de M. de Hartwig se tenaient la famille, le personnel de la légation, le prince héritier.

Le convoi quitta l'église à onze heures, pour se rendre au cimetière.

Tandis que le prince Alexandre suivait à pied, M. Giesl de Gieslingen estima sans doute avoir rendu un honneur *suffisant* à la dépouille mortelle de celui qui n'avait pas mis *suffisamment* son pavillon en berne pour le drame de Sarajevo : seul de tous les représentants du corps diplomatique, il quitta le cortège et regagna « la maison du crime », ainsi que les fanatiques de M. de Hartwig — et ils étaient nombreux — appelaient maintenant la légation d'Autriche-Hongrie.

Quand elle vit le ministre d'Autriche quitter le convoi, Divna K..., qui n'avait cessé de verser d'abondantes larmes, releva la tête et dit assez haut pour être entendue des personnes qui l'entouraient : « Cet homme-là n'enterre même pas ses victimes ! »

VI

ÉPILOGUE

Les lignes qui suivent doivent être livrées aux méditations des historiens de la Grande Guerre, qui, plus tard, découvriront peut-être la vérité. Cette vérité, à peine voilée, ne transparait-elle pas déjà à travers les notes qui suivent ? Elles sont extraites d'un article que publiait la *Reichspost* au lendemain de la mort de M. de Hartwig :

La Russie perd, en son ministre de Belgrade, un des diplomates les plus capables, mais aussi *le plus dangereux*. Toute sa pensée et son action étaient tournées vers un double but : assurer à la Russie l'hégémonie des Balkans jusqu'à la mer Egée et humilier et affaiblir l'Autriche-Hongrie en allumant à ses frontières l'incendie qui devait finalement la détruire. Il s'était, en dernier lieu, donné la tâche de tirer la Serbie du mauvais pas où l'a mise le crime de Sarajevo. *Le doigt de Dieu l'a touché et il gît, froid et raide, sur son lit funèbre.*

Ce qu'écrivait la *Gazette de Francfort*, à la même époque, n'est pas moins significatif :

La mort de M. de Hartwig se produit à un moment où son influence se serait fait, comme précédemment, fortement sentir. Malgré son nom allemand, le ministre de Russie à Belgrade était un vrai Russe et il sut faire comprendre aux États balkaniques, et en particulier aux Serbes, la mission slave de la Russie. Son talent pour nouer des intrigues sans être remarqué et faire sauter, au bon moment, les mines qu'il avait préparées et placées, était exceptionnel. Mettant tout son savoir-faire exclusivement au service des intérêts de la Russie, il était devenu, avec M. Iswolski, *l'homme le plus détesté du Gouvernement de Vienne.*

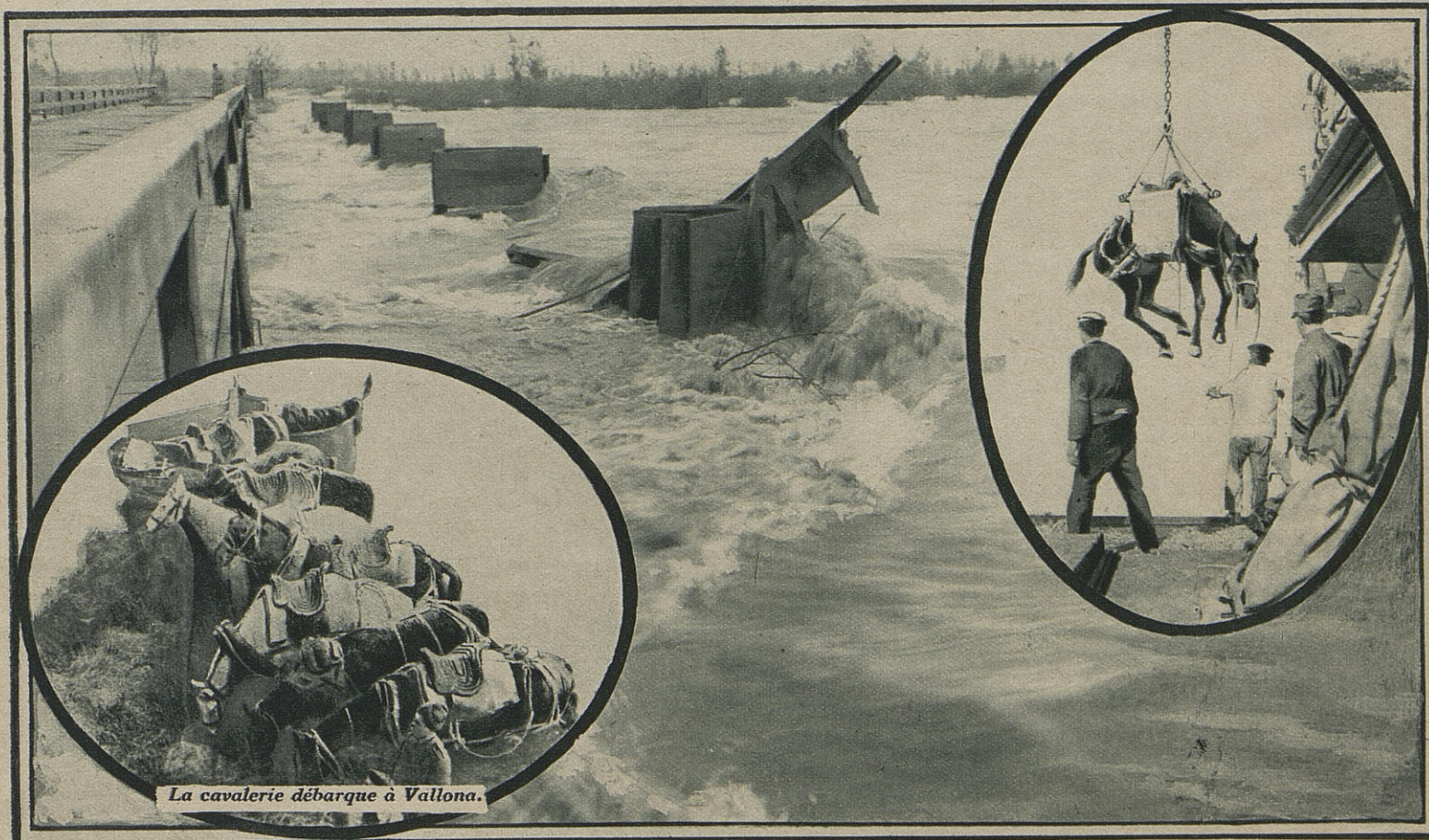
De tels commentaires ne jettent-ils pas sur ce drame une lumière suffisante ?

F. DUMAINE.

FIN

L'un des torrents que les troupes italiennes doivent traverser à gué.

Débarquement en rade.



La cavalerie débarque à Vallona.

LES ITALIENS RENFORCENT LEURS DÉFENSES A VALLONA

Vallona est aux Italiens en Albanie, ce que Salonique est aux Alliés dans la mer Egée. Sa possession ruine les desseins autrichiens sur l'Adriatique, de même que l'armée du général

Sarrail a réduit à néant le rêve des Empires du Centre sur les Balkans. Aussi les Italiens renforcent-ils leur corps expéditionnaire, qui, a infligé de sérieux échecs aux Autrichiens.



LES ANTIGONES

DE LA GUERRE

Ces sœurs aux blanches cornettes et ces infirmières de la Croix-Rouge ont accepté volontairement la plus noble des missions. A ces braves dont les yeux sont fermés pour toujours, elles servent de secondes mères. C'est à elles qu'appartient de

guider les premiers pas de ces aveugles héroïques que la nuit a rendu désormais hésitants et tremblants. Véritables Antigones, elles leur réapprennent à marcher, à voir avec leurs mains et leurs oreilles ! Elles leur donnent une seconde vie !



LE SAUT DANS LE VIDE. — POUR NE PAS ÊTRE FAIT PRISONNIER

Les communiqués ont dit, il y a un mois, qu'à la suite d'une violente tempête une vingtaine de ballons captifs, — dont le rôle pour surveiller les tirs de l'ennemi est très important — rompirent leurs amarres pour aller tomber dans les lignes allemandes, où les portait le vent. A bord de l'un de ces ballons, le sous-lieutenant d'artillerie Maurice B...

ne voulut à aucun prix tomber aux mains de l'ennemi. Dans le vent qui faisait rage, il brûla méthodiquement tous les papiers du bord, puis, s'attachant aux épaules le parachute, il se lança dans le vide... Il put heureusement atterrir dans nos lignes, et voici, pris pendant la chute, un document unique de cet exploit.

LE RELÈVEMENT DE LA NATALITÉ

M. PAUL BÉNAZET DÉPOSE A LA CHAMBRE UN PROJET DE LOI

M. Paul Bénazet, député de l'Indre, est ce jeune parlementaire qui se fit surtout connaître à l'heure grave entre toutes — les événements l'ont prouvé — où la Chambre discutait la loi de trois ans. Rapporteur du budget de la guerre, il joua dans ce débat, qui devait fixer les destins de la Patrie, un des tout premiers rôles. Il n'est pas besoin de dire que le député de l'Indre fut de ces hommes prévoyants qui apportèrent à la défense de la loi et à son adoption par la Chambre le concours d'un talent de premier ordre mis au service de la plus ardente des convictions. Plus tard, lorsque le pays recherchera quels furent parmi ses représentants ceux qui par le vote de cette loi lui ont permis de parer l'agression allemande et de la repousser, M. Bénazet figurera au tout premier rang de la liste glorieuse.

Aujourd'hui, M. Bénazet marque sa place parmi ceux que le sort de la France de demain préoccupe. Et il y a de quoi. C'est que, en effet, lorsque la victoire, — la victoire que nous savons tous certaine, — aura libéré la Patrie, elle ne sera pas sauvée pour cela. Longtemps encore, toute étourdie des rudes coups qu'elle a reçus, en en portant elle-même de plus rudes, et de tout le sang dont elle aura payé les lauriers qui couronneront ses drapeaux, elle se trouvera, convalescente, devant une tâche immense. Pour s'atteler à la besogne de rénovation nationale nécessaire et la mener à bien, elle n'aura pas trop de tous ses fils. Tous ses fils, mais en a-t-elle assez ?

La France ne souffrait-elle déjà pas avant la guerre de cette maladie de consommation qui guette les peuples à procréation insuffisante, les pays de fils unique ? Et ceci ne va-t-il pas le paralyser dans son effort ? Qu'on y songe, c'est là, pour la Patrie, une question de vie ou de mort. Depuis longtemps les hommes d'État et tous les docteurs en sciences sociales ont signalé le péril. Mais c'est aujourd'hui, après les saignées de la guerre qu'il peut devenir une catastrophe. On a jusqu'à présent indiqué contre ce fléau beaucoup de remèdes qui n'en étaient point. Et c'est ici que M. Bénazet intervient avec son projet de loi. La solution qu'il propose — vraiment originale, et française, — nous voulons dire par là qu'elle cadre admirablement avec l'esprit de prévoyance de la race, nous a paru si intéressante que nous sommes allés l'interviewer, et voici ce qu'il nous a dit :

L'ESPRIT DU PROJET : UNE PRIME POUR LA MÈRE ET PROGRESSIVE AVEC CHAQUE ENFANT

« Dans ces dernières années, trois Allemands naissaient pour un Français. Chez nous, la balance penchait vers la mort. En 1911, la France avait enregistré 773 000 décès pour 742 000 naissances. Chez les Allemands à pareille époque, les naissances l'emportaient, par contre, d'un million sur les décès.

« Et après la guerre, le danger sera plus grand encore puisque nos meilleurs hommes, les plus jeunes, les plus virils, hélas ! ne reviendront pas tous. Comment parer le coup ? Des mesures législatives et fiscales peuvent-elles être vraiment efficaces pour aider à la repopulation du pays et la défense de notre race ? pour moi je n'en doute point, mais à la condition que les familles nombreuses re-

fant pendant cette première année, où la mortalité est si grande, tous les soins nécessaires.

« D'autre part, il nous apparaît essentiel que ces biens soient la propriété exclusive de la femme. Ils seront incessibles et insaisissables. Dans ces conditions, une mère qui aura mis au monde six enfants, aura touché 6 000 francs, sur lesquels nul ne pourra porter la main. »

Cette mesure est un fait nouveau remarquable ; il faut y applaudir sans réserve. Elle tend à la libération de la femme en honorant la maternité. Par là, elle est aussi un acte de moralité.

« Tant de pauvres filles, ajoute avec raison M. Bénazet, n'ont recours à des « faiseuses d'anges » et ne commettent de crimes, contre elles-mêmes et contre la race, que parce que la société les abandonne à leur profonde misère ! Cela doit cesser. Notre premier devoir est de les aider de toutes nos forces ».

C'est notre devoir en effet, le plus grand et le plus noble. Trop d'enfants périssent, dès les premiers jours, faute de soins. Il en naît assez peut-être, mais il en meurt trop. Il nous faut surtout garder nos petits.

L'ÉCONOMIE DU PROJET

Les charges de cette grande œuvre de solidarité nationale retomberont légitimement pour la plus grande part sur tous les contribuables ceux qui n'auront pas élevé au moins deux enfants, les leurs, ou ceux d'autrui. Ces charges seront lourdes évidemment, mais c'est pour notre pays nous le répétons UNE QUESTION DE VIE OU DE MORT et nous aurions subi en vain plusieurs années de guerre, notre sang le plus pur aurait été inutilement versé si la France restait le pays des célibataires et des fils uniques.

Nous avons dépensé des milliards sans compter pour faire une guerre défensive, œuvre de destruction et de mort ; comment hésiterions-nous à consacrer quelques centaines de millions annuellement pour créer la vie et la prospérité future ?

M. Bénazet nous rappelle judicieusement que, en fait, un individu sain représente pour l'État un capital bien supérieur à l'allocation fixée. Cette vérité sera demain plus vraie que jamais. Il nous faudra des bras, des cerveaux et des cœurs pour reconstruire la prospérité publique.

Dès lors, la venue de l'enfant libérateur ne doit plus être, pour un ménage pauvre, une catastrophe. Elle ne le sera plus.

Et nous verrons enfin cette touchante et jolie chose : en venant au monde, l'enfant apportera sa petite dot... Une dot pour sa maman.

H. S.



L'AUTEUR DU PROJET DE LOI POUR LE RELÈVEMENT DE LA NATALITÉ : M. PAUL BÉNAZET, DÉPUTÉ DE L'INDRE

Officier de carrière, M. Paul Bénazet a pris à la Chambre une place de tout premier ordre dans la discussion des affaires militaires. Parti au début de la campagne comme officier d'état-major, a obtenu, par sa belle conduite, la Légion d'honneur et la croix de guerre.

çoivent des avantages matériels certains et non pas illusoire.

« Jusqu'à ce jour, en effet, dans certains pays, on croyait tout fait en allégeant de quelques francs la feuille d'imposition du père de famille. C'était une dérision, et l'on ne pouvait attendre de ces mesures aucun résultat. Il en serait tout autrement, si l'on assurait à la mère une somme qui lui permettrait de pourvoir à l'entretien de son enfant en bas âge. C'est ainsi que nous avons songé à donner à la mère une prime à la natalité. »

Voilà le premier point : un secours direct à la mère, une prime acquise de plein droit. Mais quelle prime ? M. Bénazet précise :

« Comme c'est surtout le troisième et le quatrième enfant qui importent pour la conservation et l'accroissement de la race, cette prime prendra un caractère progressif. La mère recevra 500 francs pour chacun de ses deux premiers enfants. Puis, encore 1 000 francs pour le troisième, 2 000 francs pour le quatrième et enfin 1 000 francs pour chacun des autres enfants qui pourraient naître.

« La prime sera payable sur présentation à la mairie de l'enfant ayant achevé sa première année. Ainsi la mère sera directement intéressée à donner à l'en-



UN AMI DE LA FRANCE : LE ROI D'ESPAGNE AUX CORTÈS

Le 10 mai, le roi d'Espagne a présidé avec le cérémonial accoutumé — on jugera de sa splendeur dans la page ci-contre — à l'ouverture des Cortès. Une fois de plus, Alphonse XIII y a exprimé son admiration pour nos soldats. C'est bien l'occasion de rappeler que dans un récent télégramme, le Président de la République a exprimé à ce jeune et chevaleresque souverain la reconnaissance des familles

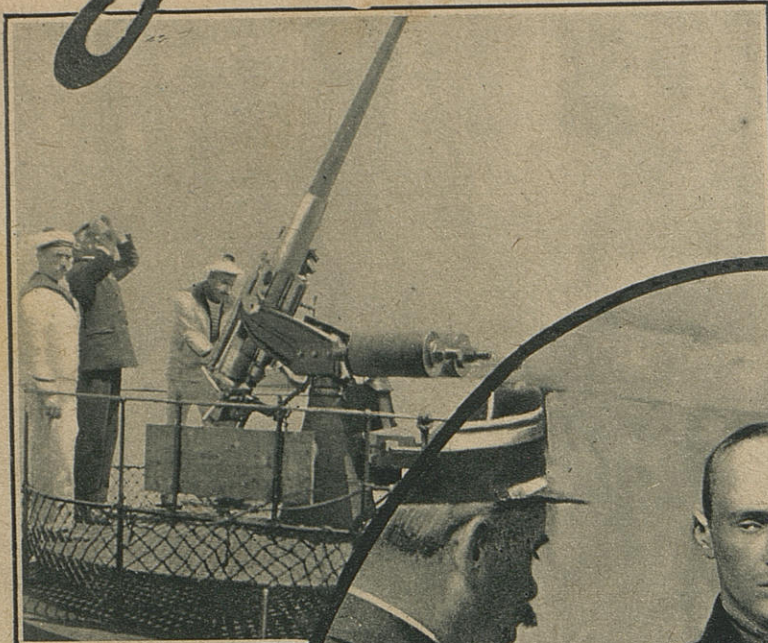
françaises pour ses interventions personnelles auprès du Gouvernement allemand en faveur de nos compatriotes prisonniers. On a encore présentes à la mémoire les démarches que fit Alphonse XIII pour obtenir des informations précises sur la mort du glorieux colonel Driant. — *En médaillon* : un portrait inédit d'Alphonse XIII par le bel artiste Vasquez-Diaz ; *en bas* : le Roi dans son carrosse de gala.

J'ai vu...

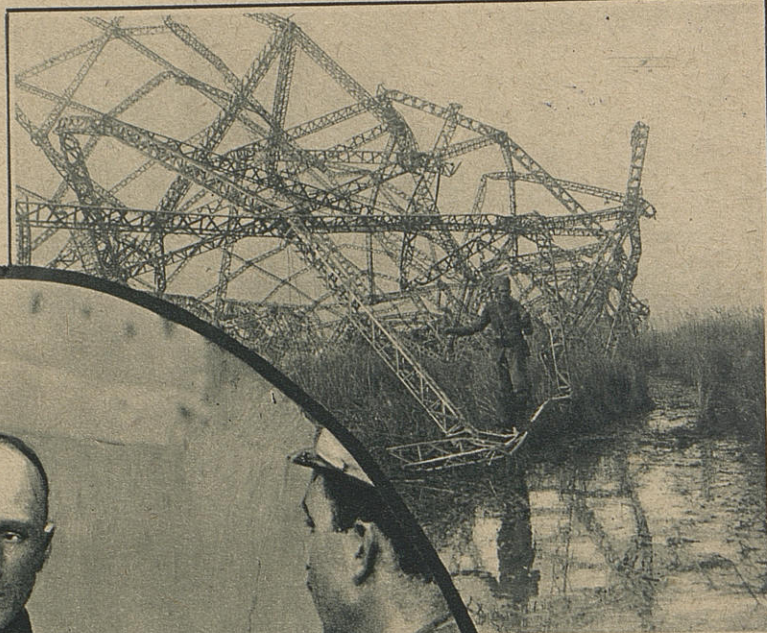
L'EDITION FRANÇAISE ILLUSTRÉE

30, Rue de Provence, Paris — Tél. Bergère 39-61

ABONNEMENTS : France : Un an, 12 fr. ; Étranger : 20 fr.



L'équipe de canonniers qui bombardale Zeppelin le 5 mai, à deux heures du matin, et l'obligea à atterrir.



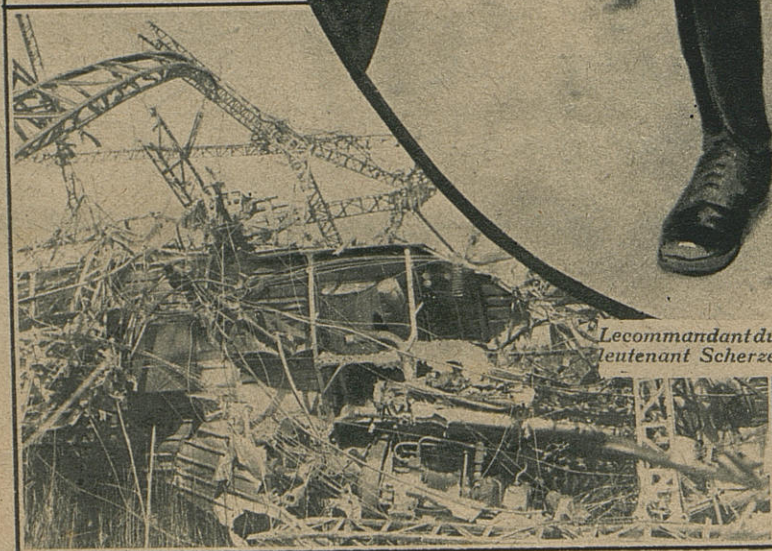
Le zeppelin abattu dans les marais de l'embouchure du Vardar. On peut distinguer un soldat des troupes noires.

Nous publions en couverture de ce numéro le drapeau du Zeppelin abattu, le premier trophée de ce genre, croyons-nous. Le Zeppelin auquel il appartenait, détruit à Salonique, le 5 mai, était une unité du dernier modèle. Il cubait 32.000 mètres cubes, avait 171 mètres de long, 19 mètres de dia-

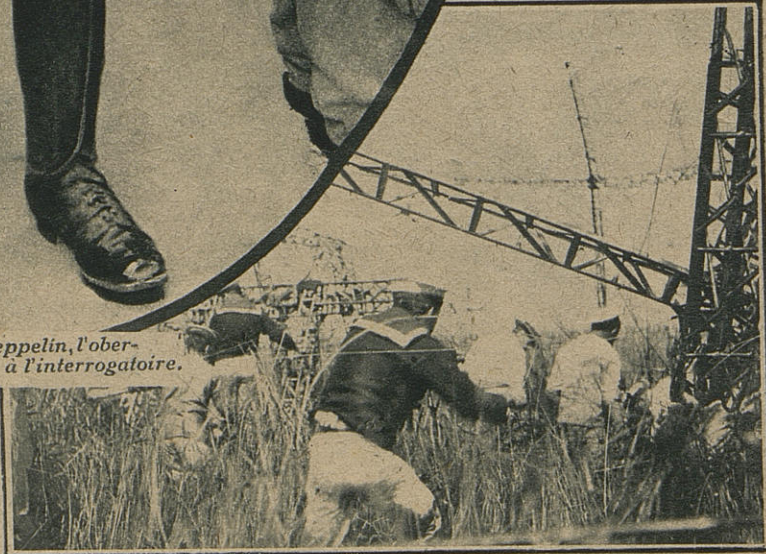
mètre. Il portait des canons et 9 mitrailleuses. Il a survolé Salonique à 3 000 mètres vers les 2 heures du matin. Tout de suite pris dans les faisceaux de nos projecteurs, il reçut plusieurs obus qui l'obligèrent à s'échouer dans les marais de l'embouchure du Vardar. Avant de l'abandonner, le commandant, l'oberleutenant Scherzer, mit le feu à son dirigeable.

La machinerie du géant ne forme plus qu'un amas inextricable de fers tordus, saccagés par nos obus qu'il reçut.

Nos marins qui participèrent à la chasse et s'emparèrent de l'équipage qui, tout nu, sommeillait dans la vase.



Le commandant du zeppelin, l'oberleutenant Scherzer, à l'interrogatoire.



UN ZEPPELIN ABATTU A SALONIQUE